

## **Pacte pour un enseignement d'excellence et Université de Namur – 14 mai 2019**

### **Le nouveau Socle du tronc commun, c'est déjà demain !**

#### **Quelques retours partiels d'une riche Journée d'étude...**

Comment réussir le pari d'une formation commune, ambitieuse, pluridisciplinaire et préparant au monde de demain ?

Au printemps 2019, le tout nouveau « Socle de savoirs et de compétences du tronc commun » (de 2,5 à 15 ans) est en cours de finalisation et il entamera à l'automne le long cheminement de son approbation. S'en suivront la confection des programmes et la formation des enseignants. La mise en application du Socle débutera en 2020 pour l'enseignement maternel et dès 2021 pour les deux premières années du primaire. Il concernera ensuite une nouvelle année, à chaque rentrée scolaire.

C'est dans cette perspective que l'Université de Namur a organisé une Journée d'étude consacrée aux conditions de réussite de cette implémentation du Socle, en s'interrogeant à la fois sur les facteurs favorables à de tels changements de curriculum et sur les heurs et malheurs d'expériences étrangères similaires dont on pourrait tirer un certain nombre d'enseignements.

Madame la Ministre de l'Education, Marie-Martine Schyns, inaugure la journée devant 200 participants par un discours retraçant l'origine et les étapes de la mise en place du tronc commun.

Marc Romainville introduit le thème de la journée et ses différents intervenants sur le ton de l'humour avec une illustration d'un journal flamand tiré d'un article consacré au Pacte, en rappelant les objectifs et le programme de l'événement.

Vincent Dupriez, professeur de sciences de l'éducation à l'Université de Louvain, aborde le thème du changement pédagogique comme un défi nécessitant de comprendre les postures enseignantes et impliquant quelques conditions majeures nécessaires à l'implémentation du tronc commun.

Simon Larose, chercheur affilié au Groupe de Recherche sur l'Inadaptation Psychosociale chez l'enfant et l'adolescent (GRIP) de l'Université Laval à Québec, présente le projet ERES – Evaluation du Renouveau à l'enseignement secondaire – partant du postulat que « toute réforme qui vise un enrichissement des connaissances et compétences et, ultimement, une amélioration de la réussite éducative, doit d'abord enrichir les climats d'apprentissage en classe et à l'école, les pratiques efficaces des enseignants et l'intérêt et la motivation des élèves en classe et à l'école » (voir présentation Power Point). Les objectifs de cette recherche ont été de comparer les perceptions des acteurs du monde de l'école quant à la réussite lors d'une réforme pédagogique et les effets de leur exposition à un renouveau pédagogique. En découlent des effets positifs et négatifs confirmant l'équilibre à trouver et atteindre lors d'une réforme pédagogique, et débouchant sur un certain nombre de pistes de réflexion proposées par monsieur Larose en fin d'exposé, notamment la nécessité d'un maintien du cap politique autour de la réforme.

Olivier Maradan, Secrétaire général de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, évoque ensuite le fonctionnement de subsidiarité et fédéralisme coopératif comme axes organisateurs de l'harmonisation scolaire en Suisse – HarmoS. Des analogies avec le système éducatif de la FWB peuvent être établies, notamment en ce qui concerne le principe de subsidiarité par rapport aux réseaux d'enseignement.

L'après-midi débute avec Lise Galuga, consultante en gestion du changement, qui nous parle de la réforme scolaire en Ontario au primaire et au secondaire, de l'accompagnement du changement (ou

comment éviter la confusion, le manque d'engagement du personnel, etc.) et soulève quelques points d'attention comme la gestion des horaires et des heures de collaboration, la nécessité de privilégier l'accompagnement et la culture de partage, de valoriser l'auto-formation ; elle conclût son exposé sur les défis auxquels nous sommes amenés à faire face lors de l'implémentation d'un changement.

Roger-François Gauthier termine cette belle série d'exposés internationaux. Ex-professeur associé de politiques éducatives comparées à l'Université Paris Descartes et membre du Conseil supérieur des programmes de 2013 à 2018, il aborde les tenants et aboutissants de la réforme qu'il a vu s'installer progressivement, en France, les deux socles communs.

Afin de conclure cette journée riche en conseils et points d'attention quant à une réforme scolaire à venir, Valérie Baffrey (chantier FCC), Florent Chenu (CECP), Anne Leblanc (Segec), et Philippe Soutmans (HE Vinci), invités à une table-ronde conclusive, tentent d'abord de repérer, à partir des exposés de la journée les deux écueils, dangers, pièges les plus importants que risque, selon eux, aussi de rencontrer l'implémentation du nouveau Socle. Ils abordent ensuite une question plus prospective, en s'appuyant à la fois sur les exposés et leurs propres expériences : quels seraient, selon eux, les deux leviers et points d'appui les plus importants à activer pour réussir l'implémentation du Socle ?"

Nous pouvons conclure ce compte-rendu de l'événement en mettant deux points d'attention en avant : tout d'abord, la nécessité de favoriser la confiance des parents envers la réforme scolaire, acteurs et protagonistes majeurs d'un tel changement sociétal. Mais aussi l'importance du soutien politique avec un gouvernement partenaire de la réforme sur le long-terme.